



CHSCT 17-10-2017

GIRONDE

Examen des registres Santé et Sécurité au travail(RSST)

DIRCOFI : Suite à une inscription sur le registre, les organisations syndicales ont relevé des méthodes managériales discutables. La Direction a assuré qu'elle veillerait à ce que le management ne soit pas vecteur de RPS.

Douanes :

Bureau de Mérignac: la Direction a confirmé l'abandon du logiciel IB2. Cette application purement locale permettait à tous les agents de voir la présence et les absences des uns et des autres, alors que ces informations doivent rester du ressort du chef de service.

Bureau de l'aéroport de Bergerac: la climatisation en panne devrait être réparée, le marché est passé et la Direction est dans l'attente de l'exécution des travaux.

DRFIP :

Mériadeck : la Direction confirme l'état de dégradation des sanitaires et informe les représentants du personnel qu'une opération de rénovation a été lancée, la première tranche porte sur une colonne desservant 4 étages, les travaux seront cofinancés par le CHSCT et la DRFIP. Elle a demandé le financement des autres colonnes.

Cité Administrative : s'appuyant sur les inscriptions relatives à la mauvaise qualité des ambiances thermiques, FO a regretté l'absence de réaction de la Direction et a demandé de nouveau l'audit sur l'état des chauffages sur tous les sites sur lequel l'administration s'était engagé.

Trésorerie et SPF de Libourne : que ce soit à la Trésorerie ou au SPF de Libourne, la Direction restructure sans s'en donner les moyens une fois de plus! Un mur sur quatre est repeint, les autres sont lessivés avec le résultat que l'on peut imaginer sur de vieilles peintures, les vitres intérieures de séparation ne sont pas installées quant aux stores, le CHSCT a participé à leur financement à hauteur de 50% alors qu'en matière de restructuration, c'est à la Direction d'en supporter seule le coût!

Lors de la présentation du projet pour information aux organisations syndicales, FO a dénoncé l'espace insuffisant alloué au service dépenses municipales de la trésorerie car les agents ne disposaient que de 8m²/agent sur le plan.

Aujourd'hui, les agents sont installés mais il semblerait qu'il ne dispose pas de la distance réglementaire et suffisante puisque les agents dos à dos ne peuvent quitter leur poste de travail que l'un après l'autre.

FO exige que les agents puissent évacuer dans les meilleures conditions en cas d'urgence et demande la visite de l'ISST et du médecin de prévention. Pour tous les projets immobiliers, FO réclame vainement des plans cotés, ceux-ci auraient permis de vérifier dès le départ si le cadre réglementaire était respecté.

Bordeaux Métropole : la Direction a indiqué que le nettoyage complet de la moquette avait été fait avant l'arrivée du personnel. Concernant le niveau sonore de la climatisation, il est prévu une intervention de la BLI.

Suite à l'intervention de FO concernant les problèmes de luminaires (odeurs de brûlé et fumées), la réponse de la Direction proposant des lampes individuelles ne nous paraît pas satisfaisante. FO a demandé un audit sur l'éclairage.

Point sur le budget et validation des actions directionnelles financées par les crédits du CHSCT33

Les dernières actions financées par les crédits du CHSCT pour l'année 2017 ont été votées à l'unanimité.

Paierie Départementale : changement de la moquette uniquement dans les bureaux des agents.

Support d'écran double, sacs à dos, et stores de Libourne (à la demande de FO) en cofinancement avec la Direction, et luminaires.

Le tableau de l'ensemble des actions pour 2017 est consultable sur notre site :

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/033/>

Suivi des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions par les MDP-1er semestre 2017

194 aménagements de postes ou de conditions d'exercice des fonctions ont été préconisés par les médecins de prévention et financés par le CHCT(DIRCOFI, Douanes, INSEE et DRFIP tout confondu).

Suivi des accidents de travail-1er semestre 2017

Au cours du 1er semestre 2017, 7 accidents de trajet et 4 accidents de services ont été recensés à la DRFIP.

Suivi des agents victimes d'agression-1er semestre 2017

25 fiches de signalements sont remontées à la Direction au 1er semestre 2017 pour incivilités, insultes, agressions verbales, menaces et violences sur mobilier. La Direction soutient les collègues concernés en intervenant auprès du Procureur pour les cas les plus graves ou en envoyant une lettre de mise en garde.

La fiche de signalement est un outil très efficace pour s'assurer que l'ensemble des acteurs de prévention et la Direction n'ignorent pas certains événements auxquels sont confrontés les agents. C'est aussi un indicateur concret pour reconnaître des conditions de travail parfois très difficiles. La réponse apportée reste néanmoins limitée (appel téléphonique, lettre de mise en garde, plus rarement plainte et signalement au procureur).

Pour FO, ces conditions de travail dégradées sont à mettre en relation avec la pénurie d'emplois, les restructurations et réformes incessantes ainsi que la réduction des horaires d'ouverture au public.

DUERP-PAP de la DVNI-BVCI de Bordeaux

FO a voté contre car la sécurité n'était pas assurée aux vues des différentes annotations.

Il s'agit d'un problème récurrent que la Direction ne considère pas comme important.

Restaurant administratif d'Arcachon

FO a interrogé la DRFIP sur la crainte de fermeture du restaurant administratif d'Arcachon. Le restaurant est menacé en raison du non renouvellement du contrat avec le prestataire par l'association qui avait constaté la fragilité des normes sanitaires. Pourtant, nous sommes dans la situation où l'association qui gère le restaurant fonctionne parfaitement avec un bilan financier excédentaire. Le problème n'est que la conséquence du non renouvellement du contrat avec le prestataire. FO s'interroge sur les raisons pour lesquelles la DRFIP 33 s'est empressée d'informer la DG sur le non-renouvellement du contrat. la fermeture de cette petite structure aux fins d'économie.

La DRFIP 33 a commencé par éluder la question. Puis, poussée dans ses retranchements, elle a reconnu qu'elle avait demandé à l'association d'attendre pour lancer la recherche d'un nouveau prestataire que la DG donne sa réponse sur le maintien du restaurant. La direction locale a donné sa vision stricto-budgétaire qui laisse planer des doutes sur sa volonté de maintien des petites structures de restauration comme Arcachon et Cenon.

Contrairement à ce que dit le ministère aux organisations syndicales, la restauration dans les petites structures n'est pas sa priorité et il se contrefiche que la fermeture génère pour les agents un coût supplémentaire pour la restauration du midi du moment qu'il récupère des ETP.

Pour les représentants FO attachés à la restauration collective, c'est inacceptable!

Cette structure doit continuer à vivre et FO apporte son soutien aux agents qui veulent se battre pour la pérenniser, pour preuve la pétition signée par la quasi-totalité des personnels d'Arcachon.

Questions diverses

Restaurant inter-administratif de Libourne

FO a alerté la Direction sur le grave problème sanitaire sur le site du restaurant. Les clichés des lieux ne laissent aucun doute sur la gravité du problème. Des traces d'humidité importantes sont présentes dans les cuisines suite aux infiltrations d'eau quand il pleut beaucoup en cause l'étanchéité défectueuse des fenêtres et du toit. Les rayonnages qui supportent la nourriture sont rouillés ce qui pose le problème du respect des normes sanitaires et celui de la sécurité quand l'eau s'infiltré à côté d'un compteur électrique.

FO considère que cette situation n'a que trop duré et prend acte de la patience des rationnaires. La Direction va intervenir rapidement.

Travaux en vue de la fusion des SIE de Mérignac

Les représentants FO sont intervenus pour dénoncer l'état déplorable de l'ensemble des toilettes au HDF de Mérignac et le sol défectueux du local des archives de la trésorerie.

La Direction a répondu que seul le sol défectueux des archives sera encapsulé.

FO regrette que la Direction mette en avant le manque de moyen financier pour ne pas rénover entièrement le site, la DGFIP restructure sans s'en donner les moyens.

FO a rappelé le rapport de l'ISST du 26/06/17 présenté le 28/06/17 en CHSCT et demande que les préconisations soient appliquées dans leur totalité.

Cenon

Les représentants FO ont signalé que la verrière du coin repas de la trésorerie de Cenon présente des fuites le long des poteaux où se trouvent des appareils électriques. La Direction va envoyer la BLI.

Les mesures électromagnétiques de l'antenne relais révèlent un taux d'émission inférieur aux normes autorisées, néanmoins le médecin de prévention et l'ISST se déplaceront sur site en novembre.

Cité administrative

les ascenseurs: Les représentants FO sont intervenus pour dénoncer une fois de plus les pannes récurrentes des ascenseurs et pour relayer l'inquiétude des agents concernant leur sécurité quand il arrive que 3 ascenseurs sur les 4 de la tour A sont en panne.

Réponse de la direction: l'administration centrale a été saisie et il est envisagé de débloquent 200 000 euros par tranche de 2 ascenseurs en programme pluriannuel pour les changer.

Les pare-soleil : pour la direction, le marché est passé et l'enlèvement va se faire .

La délégation FO-DGFIP : Annie Traoré (titulaire), Véronique Renard (titulaire), Thierry marcerou (suppléant), Florence Krebs (suppléante), Claudette Hauss (expert)

BULLETIN D'ADHESION

FO-DGFIP - CITE ADMINISTRATIVE - RUE JULES FERRY, 14° ETAGE - TOUR A, 33090
BORDEAUX CEDEX - 05 56 24 81 53

NOM : ----- PRÉNOM : -----

GRADE : ----- QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL : -----%

AFFECTATION : -----